

## **«AUJOURD'HUI DANS LA RUE...**

Il n'est pas besoin de multiplier les exemples pour prendre la mesure du climat sécuritaire qui règne actuellement dans cette société, une certaine critique de gauche y voit un opportunisme électoraliste ou la démonstration du caractère autoritaire de certaines personnalités du gouvernement (Sarkozy, Hortefeux, Besson). C'est là faire preuve d'ignorance ou de malhonnêteté, c'est en tout cas commettre une erreur fondamentale d'analyse.

Déjà par nature tout Etat est autoritaire, vu que la source de sa légitimité se trouve dans l'exercice même de son autorité. Mais selon les moments cette autorité ne prend pas les mêmes formes. Or dans le contexte de crise actuelle, la mise en place d'un ordre qui alimente sa politique sur la réaffirmation continuelle de son pouvoir, en mettant en scène des peurs, en les manipulant dans un sens voulu, en fabricant des boucs émissaires, en construisant des consensus contre des menaces imaginaires et des minorités déclarées nuisibles et sans cesse réinventées (asociaux violents, anarcho-autonomes, sans-papiers, jeunes des cités, Roms, "gens du voyage", élèves turbulents et leurs familles, mendiants, pauvres...) est bien la preuve d'une stratégie politique et donc sociale globale. Les raisons de la modification de la nature du pouvoir sont multiples. Mais de toute évidence, il y a un lien entre la fin de l'Etat-providence et les contres réformes libérales dont celle des retraites, contre laquelle nous manifestons aujourd'hui, en est le parfait exemple. C'est donc bien à un Etat policier et punitif auquel nous avons affaire, qui sans cesse remet en scène l'action policière du maintien de l'ordre, de la sanction, de la coercition et de la menace afin d'obtenir une nouvelle forme, sinon d'adhésion, du moins de loyauté: l'obéissance par la peur dans un moment où il peut craindre aussi des rébellions sociales multiples. Dans cette affaire tout ceux qui sortiront des sentiers battus de la contestation raisonnable se verront voués aux gémonies de la répression.

Ces considérations peuvent apparaître bien théoriques mais elles trouvent pourtant leurs applications concrètes dans notre chère petite ville. Ainsi, la semaine prochaine auront lieu deux procès importants dont les résultats dépassent largement les cas individuels. Le 15 septembre à la Cour d'appel de Reims (rue des capucins) se déroulera l'épilogue de l'affaire des jeunes interpellés lors de la manifestation anti Fillon du lycée Roosevelt, le lundi 13 septembre c'est un membre du comité de soutien, militant libertaire, qui sera jugé pour de soi disant outrages commis à l'encontre de policiers lors de manifestations publiques. L'enjeu est ici double : développer une solidarité réelle et concrète et remporter une victoire certes locale mais significative contre ce système et refuser la stratégie de la peur en signifiant que la tactique policière du harcèlement n'a pas de prise sur nous : la rue nous appartient ici, maintenant et pour toujours. Car pour faire reculer l'offensive de l'Etat et inversent les rapports de force, nous avons besoin de luttes qui ouvrent des brèches, modifient les conditions du possible et permettent à nos refus de s'exprimer. Face à l'Etat policier notre arme c'est la solidarité.

**...CE SOIR EN GARDE A VUE»**